

Kouchner: «Paris a commis une faute politique au Rwanda»

Le Figaro, 26 janvier 2008

Le chef de la diplomatie française a passé l'après-midi de samedi à Kigali. Un premier pas vers la réconciliation avec le Rwanda qui a rompu ses relations diplomatiques avec Paris depuis plus d'un an.

Bernard Kouchner ne sera resté samedi que deux heures et demie à Kigali mais sa courte visite constitue un pas décisif dans la normalisation des relations franco-rwandaïses, rompues depuis plus d'un an. Arrivé à Kigali en provenance de la République démocratique du Congo (RDC) voisine, le ministre des Affaires étrangères a multiplié les gestes symboliques. Il a ainsi estimé que la France avait «certainement commis une faute politique» lors du génocide rwandais de 1994. «On ne comprenait pas ce qui se passait. Mais il n'y a pas de responsabilité militaire», a-t-il toutefois ajouté, lors d'une conférence de presse avec le président rwandais Paul Kagame avec qui Bernard Kouchner s'est entretenu pendant plus d'une heure. Des propos similaires à ceux que le chef de la diplomatie française avait tenus le 2 octobre dernier sur Europe 1.

Plus tôt dans l'après-midi, le patron du quai d'Orsay s'est rendu au mémorial du génocide à Kigali. Il y a déposé une gerbe de fleurs sur la fosse commune recouverte de béton, dans laquelle reposent 250.000 victimes des massacres de Kigali. Il a ensuite observé une minute de silence, avant de poursuivre la visite du mémorial. En voyant plusieurs photos de corps massacrés dans des églises, il a répété : «J'y étais».

Kagame : «aller de l'avant»

Lors du génocide, Bernard Kouchner s'est rendu plusieurs fois au Rwanda pour tenter d'organiser des couloirs humanitaires. L'ancien ministre de la Santé et de l'Action humanitaire y a rencontré Paul Kagame qui commandait la rébellion tutsie du Front patriotique rwandais (FPR) qui a mis fin aux massacres en juillet 1994. Des liens que le président rwandais n'a pas oubliés. Saluant son «bon ami» Kouchner, Paul Kagame a affirmé samedi «vouloir se débarrasser des obstacles fondées sur les erreurs du passé» pour «aller de l'avant».

Au cœur des tensions diplomatiques entre Paris et Kigali se trouve le génocide. Le Rwanda accuse la France d'avoir soutenu les forces qui ont commis les tueries de 1994, ce que Paris a toujours nié. La dissension entre les deux pays a atteint son apogée en novembre 2006 avec la rupture par Kigali de ses relations diplomatiques avec Paris après que le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière eut émis des mandats d'arrêt contre neuf proches du chef de l'Etat rwandais, Paul Kagame, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat, le 6 avril 1994, contre le président rwandais de l'époque, Juvénal Habyarimana. Un assassinat qui avait déclenché les massacres dans lesquelles ont périés, d'après l'ONU, près de 800.000 personnes.